



Lisses, le 6 juin 2007

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
D'ILE-DE-FRANCE
GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'ESSONNE
1, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91000 LISSES
<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

Téléphone : 01.69.11.19.11

Télécopie : 01.69.11.19.20

\\MDF-GS91-SRV01\DATAS\PALAISEAU_ENVIRONNEMENT\CDH\RAPPORT\air france massy.doc

N/Réf. : D/INST/DG/ 0 0 0 5 5 5

Code : RAPAUTO

Objet : Installations classées – société Air France située sur le domaine de Vilgenis à MASSY.

Références : Votre transmission 2005-0317 du 27 janvier 2005

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre ci-dessus référencée, monsieur le préfet de l'Essonne nous a transmis le 1^{er} février 2005, le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet ainsi que diverses pièces devant y être versées.

Ce rapport examine le caractère acceptable de la demande.

Il propose de saisir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet

I/ CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

I-1 – Installations classées et régime

Les installations visées par la demande relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique citée dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	A, S, D, DC, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
2920	2	A	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	Groupes froids bât 19 (5 groupes associés à 5 tours)	Puissance absorbée	500	kW	1 069 kW
2921	1	A avec BA	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Tours aéroréfrigérantes	Puissance thermique évacuée et type de circuit primaire (fermé ou ouvert)	> à 2 000 kW	kW	2 180 kW
2910	A	DC (2)	Installation de combustion	2 chaudières au gaz (bât 19) 2 groupes électrogènes (bât 19)	Puissance thermique maximale	2	MW	Total chaudières : 2.74 MW Total groupes : 10 MW
1432	2	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	3 cuves de fioul domestique (bât 19)	Capacité totale équivalente	10	m ³	30 m ³
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Ateliers de charge, service informatique (bât 17) Onduleur simulateur tranche 1 Onduleur simulateur tranche 3	Puissance maximale du courant	50	kW	48 kW 2 * 32 kW 2 * 50 kW

- (1) A = autorisation, BA = bénéfice de l'antériorité, S = servitude d'utilité publique, D = déclaration, C = soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement, NC = non classée.
- (2) Les installations classées soumises à déclaration concernées par l'obligation de contrôle périodique par un organisme agréé prévue par l'article L.512-11 du code de l'environnement (régime DC dans le tableau précédent), incluses dans un établissement comportant au moins une installation relevant du régime de l'autorisation, sont dispensées de l'obligation du contrôle périodique.

I-2 – Description de l'établissement et historique administratif

Activités

La société Air France est une des compagnies aériennes les plus importantes au monde. Elle se situe au 3^e rang mondial en nombre de passagers avec 43.7 millions de personnes transportées pendant l'exercice 2003-2004. Elle possède un effectif de 71 600 personnes dont 5000 personnels navigants techniques. Elle dispose en propre d'une flotte aérienne constituée de 246 appareils (99 long-courriers et 147 moyen-courriers) plus 117 appartenant aux filiales régionales.

Le site de Massy est voué à la formation du personnel d'Air France, notamment les équipages

techniques. Le site dispose de 8 simulateurs de vol dont 2 fixes et 6 dits "à mouvements" reproduisant les évolutions des appareils durant leurs différentes phases de vol. Le site accueille également un centre de formation d'apprentis et un centre informatique.

Les simulateurs permettent en particulier au personnel navigant technique de se familiariser au sol avec des situations critiques qui pourraient survenir en vol. En effet ils ont la faculté de simuler des pannes ou des incidents et permettent donc aux navigants d'acquérir les automatismes nécessaires dans de telles situations.

Ces simulateurs sont donc un élément important de la sécurité aérienne

Les utilités nécessaires au fonctionnement de ces équipements sont fournies par les installations techniques du site de Massy. Ces installations techniques sont l'objet du présent dossier.

En particulier sont visés par la demande :

- les groupes froids, servant à la production d'eau de refroidissement, équipés de 5 tours aéroréfrigérantes (sous le régime de l'autorisation),
- les installations de combustion, en particulier les chaudières au gaz produisant l'eau chaude et les groupes électrogènes pour l'alimentation électrique de secours (régime de déclaration),
- les cuves d'hydrocarbures servant à l'alimentation de certaines installations de combustion (régime de déclaration),
- les chargeurs d'accumulateurs servant à l'alimentation des onduleurs alimentant les équipements électroniques et informatiques (régime de déclaration),

Historique

La société Air France s'est installée sur ce site en 1946. Il est principalement utilisé depuis cette époque pour la formation du personnel.

Air France a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 77-1131 du 11 mars 1977 autorisant une installation de combustion et un dépôt de liquides inflammables.

Comme suite à notre lettre en date du 8 octobre 2003, la société Air France a constaté que les installations de réfrigération qu'elle exploite sur le site de Massy relevaient de la législation relative aux installations classées sous le régime de l'autorisation. Afin de régulariser la situation administrative de ces installations existantes, elle a déposé le dossier objet du présent rapport.

Par ailleurs, du fait de la présence de 5 tours aéroréfrigérantes et eu égard aux risques potentiels de développement et de dissémination de la bactérie pathogène légionella que ce genre d'équipements peut faire encourir, il a été prescrit l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI.3/BE0122 du 10 août 2004 fixant les prescriptions techniques visant à prévenir ces risques.

Caractéristiques du dossier

Les installations objet du présent rapport ne représentent qu'une faible partie du site de Vilgénis. En effet elles ne concernent que quelques bâtiments sur les 55 hectares que représente le site dans son ensemble.

Le dossier concerne principalement les utilités servant à l'alimentation en énergie nécessaire au fonctionnement du site de Vilgénis, en particulier les simulateurs de vol.

L'alimentation électrique du site est assurée par 18 transformateurs secs dont la fonction est reprise par les groupes électrogènes de secours en cas de coupure électrique. Ces groupes sont alimentés au fioul

domestique par le biais de cuves. Certains équipements informatiques sont sécurisés par des onduleurs.

L'eau chaude est produite par deux chaudières alimentées au gaz naturel.

L'eau de refroidissement est produite par les installations de réfrigération existantes constituées de 5 groupes frigorifiques couplés à 5 tours aéroréfrigérantes. Les groupes froids utilisent les fréons R22 (HCFC 22) et R134A (produit de remplacement du R11, utilisé sur ce site jusqu'en 2005) comme fluide frigorigène.

De part la technicité des équipements mis en œuvre sur le site de Massy, l'exploitant dispose des capacités techniques nécessaires à l'exploitation des installations classées objet du présent dossier.

Les capacités financières de l'exploitant ne posent pas de difficultés. Le chiffre d'affaires de la société était de 12.7 milliards € sur l'exercice 2002-2003 avec un résultat net de 120 M€.

I-3 – Description de l'environnement du projet

Les installations sont situées en périphérie de la commune de Massy sur un domaine de 55 hectares, dont seulement 2.4 sont bâtis, y compris les installations techniques. Le domaine est très arboré, la surface boisée est de 11 hectares. La plupart des bâtiments sont ainsi masqués par la végétation. Le site accueille également un château datant du 17^e siècle.

Le domaine est entièrement propriété d'Air France. Il est situé en zone urbaine où prédominent des zones d'habitations, des activités de type tertiaire et des voies à grande circulation (N 444 et voie ferrée) et des équipements collectifs.

Le lycée technique de Vilgénis jouxte le site au sud-est à environ 80 m des limites du site et à environ 400 m des installations techniques d'Air France. Un centre commercial est situé à environ 300 m au sud-ouest. Deux écoles et une crèche sont distants de 450 m au nord-est. Une école et un hôpital sont distants d'environ 700 m au sud-est. Une piscine se situe à environ 150 m au nord.

L'ensemble de ces équipements proches recevant une population fragile (crèche, école, hôpital notamment) implique que l'on peut qualifier l'environnement du site, pour le risque légionellose, comme sensible.

Au point de vue urbanisme, le domaine est situé sur les parcelles AH 0434, AH 0365 et A 0028. Le classement de ces zones au POS de Massy est UJA, NDB2 et UJB compatible avec l'exploitation d'installations classées soumises à autorisation.

Le site n'est pas inclus dans des périmètres de protection de captages d'eau potable. Il n'est pas grevé de servitudes aéronautiques ou radioélectriques. La présence du château implique le classement du domaine en tant que site inscrit, son parc floral étant par ailleurs site classé.

Le domaine est situé à proximité immédiate de la Bièvre, sur sa rive droite. La vallée de la Bièvre est un site classé depuis le 7 juillet 2000. Le domaine se situe dans le périmètre de protection de ce site classé.

Par ailleurs une ZNIEFF de type 2 entoure le château et son parc. Les installations techniques d'Air France sont incluses dans ce périmètre.

Ces classements de sites impliquent des contraintes notamment en terme d'urbanisme, et imposent des consultations des services compétents lors des demandes de permis de construire. Cependant, le présent dossier porte sur des bâtiments existants sans modification et donc sans demande de permis de

construire.

En outre, l'avis des services chargés de ces sites inscrits et classés et des ZNIEFF a été sollicité lors de la consultation administrative parallèle à l'enquête publique. Ce service n'a pas émis d'observations particulières.

Une partie des terrains du domaine, correspondant à sa partie nord, est située en zone inondable. Les bâtiments sont cependant situés au-dessus de la côte de crue.

2/ PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'étude d'impact jointe au dossier présente successivement les principales sources de nuisances et de pollution que le projet peut engendrer. Y sont notamment abordées les nuisances liées au bruit, au trafic routier, aux risques de pollution de l'air et des eaux, aux déchets, aux risques pour la santé humaine. L'intégration paysagère du site est également abordée.

Les rejets aqueux du site sont constitués des eaux usées et des eaux pluviales et pour une faible part des purges des circuits de réfrigération (vidange annuelle).

Le réseau qui équipe le site est de type séparatif. Les eaux usées sont acheminées à la station d'épuration d'Achères. Les eaux pluviales de ruissellement de l'ensemble du domaine sont rejetées dans un bassin de régulation de la Bièvre. A terme (voir échéancier proposé au titre 5 du projet d'arrêté) l'ensemble de ces eaux aboutira dans un bassin d'orage puis transitera avant leur rejet par un séparateur à hydrocarbures. L'aire de dépotage sera également à terme équipée d'un séparateur à hydrocarbures. La qualité de la Bièvre dans cette zone est classée "passable" (classe 2).

A noter qu'en application des prescriptions techniques complémentaires relatives à la prévention du risque légionellose, les rejets au réseau d'eaux usées des purges des circuits de refroidissement pouvant présenter des risques pour les personnes ou la conservation des ouvrages sont interdits. En cas de risques, les eaux de purges doivent être éliminées comme déchets.

La consommation d'eau du site s'élève à 60 000 m³ par an dont 18 250 m³ pour les installations de réfrigération.

Les rejets atmosphériques sont principalement constitués :

- de la vapeur d'eau des tours aéroréfrigérantes,
- des gaz de combustion des chaudières et des groupes électrogènes quand ils fonctionnent,
- des gaz d'échappement des véhicules transitant sur le site,
- des fuites potentielles de fluides frigorigènes des groupes froids.

Les rejets des tours aéroréfrigérantes sont gérés par les prescriptions techniques relatives au risque légionellose (arrêté ministériel du 13 décembre 2004).

Les gaz de combustion des chaudières et des groupes sont réglementés par les prescriptions relatives aux installations de combustion soumises à déclaration (arrêté ministériel du 25 juillet 1997).

Les risques de pollution de sols sont liés aux stockages et à l'utilisation d'hydrocarbures. Les cuves font l'objet de contrôles d'étanchéité et les appareils qui les utilisent sont équipés de rétention. A noter que ces cuves étant constituées d'une simple paroi devront être impérativement remplacées au plus tard au 31 décembre 2010.

Les installations générant du bruit sur le site sont les tours de refroidissement, les groupes froids, les groupes hydrauliques et la chaufferie. L'étude bruit présentée dans le dossier montre qu'un point de

mesure présente, en période nocturne, une émergence supérieure à la norme fixée par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sur un des trois points de mesure. Ce point devra être corrigé par l'exploitant.

Les installations objet du présent dossier induisent un trafic routier marginal par rapport à celui lié aux personnes fréquentant le site. En effet, seul des réapprovisionnements ponctuels en consommables et en fioul de certaines installations de combustion sont nécessaires sachant, par ailleurs, que la chaufferie principale est alimentée au gaz de ville.

Les déchets produits par le site sont très majoritairement des déchets industriels banals.

L'étude d'impact sanitaire a été établie pour les agents suivants :

- risque légionellose engendré par les tours aéroréfrigérantes,
- rejets atmosphériques des installations de combustion,

Elle ne comporte pas d'estimation quantifiée des expositions, ce qui nous paraît, pour les installations de combustion, proportionné à la nature des installations, et, pour les tours aéroréfrigérantes, conforme aux connaissances scientifiques actuelles dans la mesure où les relations doses-effets des agents biologiques sont très mal connues.

Par ailleurs, la prévention du risque légionellose passe avant tout par le respect des règles de bonne pratique en matière d'entretien et d'exploitation de ces équipements.

Cette étude nous paraît proportionnée aux enjeux sanitaires liés au site.

3/ PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

L'étude de dangers présente successivement les principaux risques d'accidents, les mesures palliatives, les moyens préventifs visant à éviter leur survenance et atténuer leurs effets ainsi que les moyens de secours.

Elle concerne notamment :

- les installations de réfrigération, notamment du fait de l'utilisation de fluides frigorigènes et des risques d'éclatement,
- les groupes électrogènes pour les risques d'explosion et de pollution accidentelle des eaux et du sol,
- les chargeurs de batterie et les onduleurs pour le risque d'explosion d'hydrogène,
- les cuves à fioul pour les risques de pollution accidentelle des sols.

Les aspects constructifs et préventifs pour pallier ces risques sont explicités. Par ailleurs les moyens de secours internes et externes sont décrits.

A noter par ailleurs que le site est protégé contre la foudre. L'étude foudre est jointe au dossier.

4/ CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par l'arrêté préfectoral n° 2004-PREF.DAI3/BE 0153 du 4 octobre 2004. Elle s'est déroulée du 8 novembre 2004 au 10 décembre 2004 inclus sur les 5 communes suivantes : MASSY, IGNY, PALAISEAU, VERRIERES-LE-BUISSON et VAUHALLAN.

Le registre d'enquête publique comporte 2 observations. La première émane d'un riverain du domaine de Vilgénis qui craint d'être incommodé par de nouvelles nuisances sonores ainsi que par la prolifération de bactéries telles que les légionelles. La seconde, émane de l'association « Demain, vivre à Massy-Palaiseau ». Cette association relève que l'arrêté de mise à l'enquête publique n'indique pas qu'il s'agit d'une régularisation d'installations existantes et fait part de ses craintes de voir la pollution sonore augmenter.

Le commissaire enquêteur a demandé à l'exploitant un mémoire en réponse sur les points soulevés lors de cette enquête ainsi que sur diverses questions d'ordre technique.

L'exploitant précise que le domicile du riverain se situe à l'opposé des installations techniques du site et que la gêne ressentie ne devrait pas être du fait des installations techniques d'Air France. Il indique également qu'une TAR a déjà fait l'objet d'un remplacement par une tour refroidie par air, moins bruyante.

Concernant le risque légionellose, l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) s'applique désormais. Cet arrêté ministériel renforce les prescriptions de surveillance des tours aéroréfrigérantes par rapport à celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI.3 /BE0122 du 10 août 2004. Notamment, une analyse est réalisée sur le circuit primaire tous les mois. Ce risque sera donc mieux maîtrisé.

L'exploitant précise qu'il s'agit bien d'un dossier de régularisation et que cette indication figurait au dossier mis à l'enquête publique.

Avis du commissaire enquêteur

Les réponses de l'exploitant ont été jugées satisfaisantes par le commissaire enquêteur qui a émis un **avis favorable**. Il recommande également des fréquences de contrôles du taux de légionelles qui ont été reprises depuis dans l'arrêté ministériel précité et qui est applicable de fait.

Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de PALAISEAU, lors de sa séance du 15 décembre 2004, a émis un avis favorable.

Le conseil municipal d'IGNY, lors de sa séance du 15 décembre 2004, demande la mise en conformité immédiate des installations susceptibles de provoquer des risques sanitaires (TAR) et sonores, et conditionne son avis favorable à ces mises en conformité.

Les autres conseils municipaux n'ont pas fait part de leurs avis.

Avis des services consultés

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, dans son avis en date du 28 octobre 2004, indique que ce dossier n'appelle pas d'observation.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans son avis du 14 février 2005 propose des prescriptions techniques qui ont été entièrement reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

La Direction Départementale de l'Équipement dans son avis du 4 janvier 2005 confirme que le projet est compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur. Elle propose également des prescriptions

techniques qui ont été reprises dans le projet d'arrêté préfectoral. Notamment, ce service propose la mise en place d'un dispositif de stockage des eaux de ruissellement afin d'éviter tout risque d'inondation du site et fixe le débit de rejet dans le milieu naturel à 1,2 l/s/ha de surface imperméabilisée. La mise en place d'un bassin d'orage et le débit sont prescrits dans le projet d'arrêté préfectoral. Néanmoins, l'exploitant a souhaité un délai pour la réalisation de ce bassin. Ce délai est fixé à l'échéancier du titre 5.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles, service de l'Archéologie dans son avis en date du 25 octobre 2004 n'a pas émis d'observation.

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, dans son avis du 13 janvier 2005 a émis un avis **favorable**. Ce service propose qu'une nouvelle mesure des émissions acoustiques soit réalisée. Cette proposition a été reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

La Direction Régionale de l'Environnement dans son avis en date du 23 décembre 2004 a émis un avis favorable notamment en raison du remplacement du fluide frigorigène R11 par le R134A.

5/ AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.1. Analyse des avis émis et des réponses apportées

Les observations ou demandes exprimées lors de la procédure ont soit obtenu une réponse de l'exploitant, soit été reprises dans le projet d'arrêté ci joint.

5.2. Avis de l'inspection

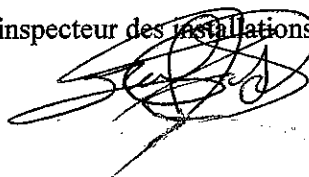
En ce qui concerne les nuisances et dangers potentiels vis-à-vis de l'environnement et du voisinage pouvant être engendrés par les installations projetées, les mesures et moyens mis en place dans l'établissement sont de nature à réduire les risques, tant en fonctionnement normal qu'en situation accidentelle.

6/ CONCLUSION

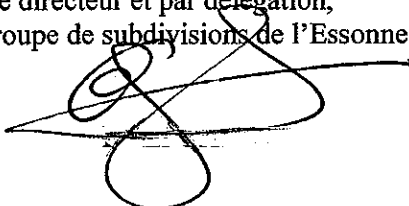
Considérant les risques et nuisances potentiels présentés par les installations évoquées ci avant ; les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par les mesures techniques contenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ci-annexé.

Aussi, nous proposons que la demande présentée par la société en objet reçoive une suite favorable. Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 21 septembre 1977, le présent rapport auquel est joint un projet de prescriptions doit être soumis au préalable à l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur des installations classées



Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le préfet de l'Essonne
(DCI- bureau de l'environnement).
pour le directeur et par délégation,
le chef du groupe de subdivisions de l'Essonne



Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable

TITRE 1

CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 1 - AUTORISATION

La société **AIR France** dont le siège social est situé 45, rue de Paris, 95747 ROISSY Charles de Gaulle cedex, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter dans son établissement situé Domaine de Vilgenis, 91300 MASSY, les installations visées par l'article 2 du présent titre.

Les prescriptions de cet arrêté préfectoral, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par les arrêtés préfectoraux n°77-1131 du 11 mars 1977 et n°2004.PREF.DAI.3/BE0122 du 10 août 2004.

ARTICLE 2 - NATURE DES ACTIVITÉS

LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime AS/A/D	Redevance annuelle Coefficient
Installation de réfrigération ou compression.	5 Groupes froids (associés à 5 tours aéroréfrigérantes) installés au bâtiment 19 Puissance totale installée : 1069 kW.	2920-2-a	A	/
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.	5 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire ouvert, représentant une puissance thermique évacuée de 2 180 kW	2921-1-a	A avec BA	1
Installation de combustion.	2 chaudières fonctionnant au gaz naturel, installées dans une chaufferie située au bâtiment 19. Puissance totale des chaudières : 2,74 MW. 2 groupes électrogènes de 10 MW de puissance unitaire alimentés au fioul domestique, ne pouvant fonctionner en même temps Puissance totale des groupes électrogènes : 10 MW	2910-A-2	DC	

Désignation des activités	Eléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime AS/A/D	Redevance annuelle Coefficient
Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés	3 cuves enterrées simple paroi représentant une capacité de stockage totale de 150 m ³ de fioul domestique (ces cuves doivent être changées au plus tard au 31 décembre 2010) Capacité équivalente = 30 m ³ .	1432-2-b	DC	
Atelier de charge d'accumulateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier de charge, service informatique (bâtiment 17) représentant une puissance de charge de 48 kW, - 2 Onduleurs pour le simulateur de la tranche 1 représentant une puissance de 64 kW, - 2 Onduleurs pour le simulateur de la tranche 3 représentant une puissance de 100 kW. 	2925	D	

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

INSTALLATIONS NON VISÉES À LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 2 ci-dessus.

Les installations classées soumises à déclaration concernées par l'obligation de contrôle périodique par un organisme agréé prévue par l'article L.512-11 du code de l'environnement (régime DC dans le tableau précédent), incluses dans un établissement comportant au moins une installation relevant du régime de l'autorisation, sont dispensées de l'obligation du contrôle périodique.

TITRE 2

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 1 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

L'exploitant des installations faisant l'objet de la présente autorisation devra, en outre, se conformer à toutes les prescriptions que l'administration jugera utiles de lui imposer ultérieurement, soit dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité ou de la salubrité du voisinage, soit pour la santé et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture.

ARTICLE 3 - SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les sanctions administratives prévues par les articles L 514.1 à L 514.3 et les sanctions pénales prévues par les articles L 514.9 à L 514.18 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - PUBLICATION

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation, qui devra être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités et le fera parvenir à la préfecture.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 6 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation en indiquant s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social et la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 7 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, de contrôle du débit d'équivalent de dose à l'extérieur des installations et en tout lieu accessible aux tiers ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 8 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

ARTICLE 9 - CONSIGNES

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

ARTICLE 10 - INSERTION DE L'ÉTABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT

INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à assurer l'intégration esthétique du site dans son environnement.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

ARTICLE 11 – CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

La mise à l'arrêt définitif d'une installation classée est réalisée dans les formes et en application des dispositions des articles 34-1 à 34-6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitation d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 12 – ANNULATION - DECHEANCE

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de TROIS ANS ou n'a pas été exploitée durant DEUX ANNEES consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 13 - AUTRES AUTORISATIONS

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de toutes autres formalités à accomplir auprès des divers services ou directions intéressés (équipement, travail et emploi, agriculture, affaires sanitaires et sociales, incendie et secours, etc..., en cas de permis de construire, emploi de personnel, etc...).

TITRE 3

DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE I : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE III : DECHETS

CHAPITRE IV : PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES

CHAPITRE I : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 1 - PRELEVEMENTS D'EAU

GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION

Les ouvrages de prélèvement sont équipés, en eaux de nappe ou de surface, de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe.

ARTICLE 2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

2.1 - NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- . les eaux vannes et les eaux usées de lavabos, toilettes... (EU) ;
- . les eaux pluviales (eaux de ruissellement des toitures et de voirie, EP) ;
- . les effluents industriels (les eaux de purge des circuits des tours aéroréfrigérantes..., EI).

2.2 - LES EAUX VANNES (EU)

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

2.3 - LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUÉES

L'infiltration des eaux de toiture réputées « propres » devra, dans la mesure du possible, être privilégiée.

Les eaux de ruissellement de l'aire de dépotage de liquides inflammables sont collectées et traitées au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique, avant de rejoindre le réseau de collecte de la zone.

Les eaux de voirie susceptibles d'être polluées sont collectées et ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et dans les limites autorisées par le présent arrêté. Si leur charge polluante les rend incompatibles avec un rejet dans les limites autorisées après traitement, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Le dispositif de collecte de ces effluents liquides sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire.

Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée doit fournir la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et les réseaux de collecte des eaux pluviales.

2.4 - LES EFFLUENTS INDUSTRIELS

Ce sont les eaux issues des purges des eaux de refroidissement issues des tours aéroréfrigérantes (TAR).

Lors des opérations de vidange, les eaux résiduaires sont soit rejetées au réseau EU (si elles respectent les valeurs limites de rejet définies à l'article 16 de l'arrêté ministériel 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2921), soit récupérées et éliminées dans une station d'épuration ou un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.

La gestion de ces effluents s'exécute au plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée. L'exploitant privilégie leur destruction en tant que déchets industriels spéciaux avant d'envisager un rejet dans les limites autorisées et après traitement interne vers le milieu récepteur.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte de ces effluents et les réseaux de collecte des eaux pluviales.

ARTICLE 3 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS ou PRODUITS

3.1 - CARACTÉRISTIQUES

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes ou en caniveaux ou galeries visitables.

3.2 - ISOLEMENT DU SITE

Les réseaux de collecte EP et EU de l'ensemble du site sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La rétention pour les eaux d'incendie s'effectue au niveau du bassin d'orage du site (bassin étanche). Le volume réservé à cet effet dans ce bassin est d'au moins 500 m³.

ARTICLE 4 - PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...)

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REJET

5.1 - CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Eaux pluviales (EP)	Effluents industriels (EI)
Réseau de collecte	Réseau d'eaux pluviales du site	Réseau d'eaux usées du site
Exutoire du rejet	Bassin d'orage du site	Réseau communal
Traitement avant rejet	<ul style="list-style-type: none"> - Les eaux de ruissellement de l'aire de dépotage transitent par un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le bassin d'orage du site. - Les eaux de voirie et des aires de stationnement rejoignent le bassin d'orage du site. - Un séparateur à hydrocarbures est installé en aval du bassin d'orage du site 	Les eaux de purge des TAR sont rejetées sans traitement au réseau EU que si elles sont conformes aux valeurs de rejet
Milieu naturel récepteur	La Bièvre	Station d'épuration d'ACHERES

Les eaux vannes et les eaux usées de lavabos, toilettes (EU) ainsi que les EI rejoignent le réseau d'assainissement collectif puis la station d'épuration d'ACHERES.

Le débit de rejet des eaux pluviales du site en sortie du bassin d'orage est fixé à 1,2 l/s/ha de surface imperméabilisée.

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

5.2 - AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Notamment, les effluents industriels (EI) doivent pouvoir être contrôlés avant leur mélange avec les eaux vannes (EU). Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

ARTICLE 6 - QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

6.1 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

Le rejet EP doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange,
- exempt de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents,
- DCO : 300 mg/l,
- DBO₅ : 100 mg/l,
- MES : 100 mg/l,
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l,

6.3 – CONDITIONS PARTICULIÈRES DE REJET DANS LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Rejet dans un ouvrage collectif

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public. Cette autorisation est prise en conformité à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

ARTICLE 7 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.1 – STOCKAGE

7.1.1. Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Chaque réservoir ou cuve est équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

7.1.2. Transport- chargement-déchargement

Les aires de chargements et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération de fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

7.1.3. Déchets

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux artificielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

7.1.4. Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

7.2 – ETIQUETAGE- DONNEES DE SECURITE

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 1 - GENERALITES

1.1 - CAPTATION

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.2 - BRULAGE A L'AIR LIBRE

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 2 - TRAITEMENT DES REJETS

2.1- EMISSIONS DIFFUSES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises, à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation,
- les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission en période sèche notamment sont traités en conséquence.

2.2 - CARACTERISTIQUES DES CHEMINEES

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque cheminée sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de

manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettent des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion des groupes électrogènes en marche continue maximale doit être au moins égale à 25 m/s.

Cheminée de la chaufferie du bâtiment 19

La cheminée de la chaufferie a une hauteur au minimum de 6 mètres.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s.

ARTICLE 3 - VALEURS LIMITES DE REJET

DEFINITIONS

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique,
- les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure,
- sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

ARTICLE 4 – PREVENTION DU RISQUE LEGIONELLOSE

Les installations relevant de la rubrique 2921 sont soumises aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous cette rubrique.

Les articles 1 et 2 du titre II de l'annexe I de cet arrêté ne sont pas applicables aux installations existantes mais sont la règle pour toute nouvelle installation de refroidissement visée par la rubrique 2921 ou en cas de modification notable de celles existantes entraînant une augmentation de puissance thermique évacuée de plus de 20%.

CHAPITRE III : DECHETS

ARTICLE 1 - GENERALITES

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

ARTICLE 2 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

A cette fin, il se doit :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- d'organiser le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement,
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

La procédure de gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement est écrite et régulièrement mise à jour.

ARTICLE 3 - STOCKAGES SUR LE SITE

3.1 - QUANTITES

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

3.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs.

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques souillées. Les cuvettes de rétention doivent répondre aux dispositions de l'article 7.1 du chapitre I titre 3 du présent arrêté.

Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques, sont conservés, en attendant leur enlèvement, dans des récipients clos. Ces récipients sont étanches.

3.3 – SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets dangereux identifiés par le décret n° 02-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets et les déchets non dangereux de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article L 541-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

L'élimination des déchets dangereux qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-982 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999 modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'enlissage.

ARTICLE 4 - ELIMINATION DES DÉCHETS

4.1 – TRANSPORTS ET SUIVI

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2 - REGISTRES RELATIFS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

En application de l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ses déchets dangereux. Ce registre est conservé pendant au moins 5 ans. Il contient les informations suivantes :

- La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- La date d'enlèvement ;
- Le tonnage des déchets ;
- Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé ;
- La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé.

CHAPITRE IV - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

ARTICLE 2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7h dimanche et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, sont les suivants :

EMPLACEMENTS	NIVEAU MAXIMUM en dB(A) ADMISSIBLE en limite de propriété	
	Période diurne	Période nocturne
Limite de propriété	70	60

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 3 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 4 - VIBRATIONS

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 5 - CONTROLES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

La première mesure est effectuée dans les 6 mois suivant la notification de cet arrêté préfectoral.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

GESTION DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

ARTICLE 2 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

2.1 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage (ou télésurveillance) est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins une façade de chaque bâtiment abritant les installations classées est accessible aux services d'incendie et de secours par une voie répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- Longueur minimale : 8 m,
- largeur libre minimale : 3 m,
- pente inférieure à 15 %,
- résistance au poinçonnement : 130 kilo Newton (dont 40 kilo Newton sur l'essieu avant et 90 sur l'essieux arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 m).
- rayon intérieur minimum : 11 mètres avec une surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon R inférieur à 50 mètres,
- hauteur libre de 3,50 mètres.

Le site est accessible en permanence aux véhicules d'incendie et de secours.

2.2 - CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et

affichées.

Les locaux situés en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 m², ainsi que les locaux aveugles et ceux situés en sous-sol de plus de 100 m² doivent être désenfumés. De plus, le cloisonnement de ces surfaces devra s'élever depuis le plancher bas jusqu'au plancher haut ou jusqu'en sous-face de toiture. La surface de ces exutoires est au minimum égale au 1/100^{ième} de la superficie du local considéré. Ces équipements sont munis, de dispositifs d'ouverture automatique doublés d'une commande facilement manœuvrable depuis le sol, signalée et placée près d'une issue. Chacun de ces locaux disposent d'amenées d'air d'une surface équivalente à ces exutoires.

Chaque cage d'escalier est équipé d'un dispositif de désenfumage d'1 m² installé en partie haute dont l'ouverture sera rendue possible depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle facilement accessible et signalée.

2.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Notamment au stockage aérien de liquides inflammables est considéré comme une de ces zones.

2.4 – SIGNALISATION

Les issues et cheminements qui conduisent aux dégagements doivent être signalés en respectant les dispositions de la norme NFX 80 003.

Aux dessus des issues et des dégagements généraux, est installé un éclairage de sécurité (blocs autonomes) permettant de gagner facilement l'extérieur en cas de défaillance de l'éclairage normal.

Dans le cas d'utilisation dans les bâtiments abritant des installations classées de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (B.A.E.S.) normalisés, l'éclairage d'ambiance sera réalisé par au moins 2 B.A.E.S. normalisés par local, ainsi que dans les dégagements d'une longueur supérieure à 15 mètres.

Un éclairage d'ambiance dit « anti-panique » uniformément réparti est installé afin de se déplacer sans heurt.

L'exploitant tient un registre dans lequel est consigné l'ensemble des interventions sur les équipements de l'éclairage de sécurité.

Les canalisations de distribution de fluides sont signalées conformément aux dispositions de la norme NF X 08 100.

2.5 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Ce bâtiment sur lequel une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doit être protégé contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

ARTICLE 3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

3.1 - EXPLOITATION

3.1.1. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses pour la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

3.1.2. Produits

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

3.1.3. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

3.1.4 Issues

Le nombre de personnes susceptibles d'être admises dans les locaux ne disposant que d'une seule issue est limité à 19.

3.2 - SÉCURITÉ

3.2.1. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

3.2.2. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Le site est équipée d'une détection intrusion. Des dispositifs « coup de poing » ou « bris de glace » sont installés dans les locaux avec déclenchement d'un signal sonore d'alarme générale, audible de tout point du bâtiment et ayant une autonomie minimale de 5 minutes. Un signal est également transmis au PC central de l'établissement.

ARTICLE 4 - TRAVAUX

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

ARTICLE 5 - INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

ARTICLE 6 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

ARTICLE 7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

7.1 - EQUIPEMENT

7.1.1 Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les moyens de lutte contre l'incendie comportent notamment :

- Des extincteurs de nature et de capacité appropriés aux risques à défendre, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles. Le nombre de ces appareils est au minimum d'1 extincteur portatif à eau pulvérisé de 6 litres, ou en cas de risque électrique à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau.
- Des poteaux de diamètre 100 mm (NFS 61 213) piqués directement sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de la vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé - cf. norme NFE 17 002) ni «by-pass» sur des canalisations assurant un débit unitaire minimum de 2 000 litres/ minute sous une pression dynamique minimale de 1 bar.

Les poteaux sont implantés en bordure de voie carrossable, ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Les poteaux sont situés à une distance de 8 mètres minimum des bâtiments à défendre.

Ces appareils sont judicieusement répartis de façon à ce que les entrées principales du bâtiment soient situées à moins de 100 mètres de 2 de ces appareils par les voies praticables.

7.1.2. Réserves de sécurité

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que produits absorbants, produits de neutralisation,...

7.2 - ORGANISATION

7.2.1 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les plans et consignes de sécurité contre l'incendie établis selon les normes NF S 60 302 et NF S 60 303 de septembre 1987, sont apposés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 mars 1970.

L'exploitant doit prendre contact avec le chef de groupement Nord (PALAISEAU) afin d'effectuer une mise à jour des documents annexés au plan d'intervention des secours existant pour l'ensemble de l'établissement.

7.2.2 Service de sécurité

Le service incendie du site est au minimum conforme aux dispositions suivantes :

- en journées :
 - 1 chef de poste (E.R.P. 2),
 - 3 agents de sécurité incendie (E.R.P. 1),
 - 1 hôtesse d'accueil.
- la nuit ainsi que le week-end et les jours fériés (jour et nuit) :
 - 1 chef de poste (E.R.P. 2),
 - 3 agents de sécurité incendie (E.R.P. 1),
 - 1 agent de surveillance.

TITRE 4

DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES **APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

L'ensemble des prescriptions du présent arrêté préfectoral s'impose à l'exploitation ou à l'aménagement des installations visées par les dispositions suivantes :

INSTALLATIONS DE COMBUSTION

1°) Interdiction d'activités au-dessus des installations

La chaufferie ne doit pas être surmontée de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elle ne doit pas être implantée en sous-sol de ces bâtiments.

2°) Comportement au feu de la chaufferie

Les éléments de construction de la chaufferie doit présenter les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles),
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faibles résistance...).

3°) ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, la chaufferie doit être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des chaudières, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent

4°) Issues

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

5°) Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ainsi qu'un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs sont également installés à l'extérieur de la chaufferie. Ces dispositifs, clairement repérés et indiqués dans des consignes d'exploitation, doivent être placés :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée

La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

- (1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.
- (2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.
- (3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

6°) Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

7°) Aménagement particulier

La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera soit par un sas fermé par deux portes pare-flamme 1/2 heure. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles.

8°) Détection de gaz détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant

déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie.

Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60% de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements utilisables en atmosphère explosive.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

9°) Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clef...).

10°) Registre entrée/sortie

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

11°) Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectuée en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

12°) Conduite des installations

La chaufferie doit être exploitée sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,

- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de

fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

13°) Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

14°) Valeurs limites de rejet

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m^3) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles gazeux.

Installations	TYPE de combustible	OXYDES DE SOUFRE en équivalent SO_2	OXYDES D'AZOTE en équivalent NO_2	POUSSIÈRES
Chaufferie	Gaz naturel	35	150	5
Groupes électrogènes	FOD	160 mg/m^3 (1)		

(1) la valeur limite est fixée à 320 mg/m^3 jusqu'au 1/01/2008

15°) Mesure périodique de la pollution rejetée

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour la chaufferie :

- une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur par un organisme agréé par le ministre de l'environnement,
- les visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique prévus par le décret du 16 septembre 1998.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou

vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle est effectué 1 an au plus tard après la notification de l'arrêté préfectoral.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

16°) Entretien des installations

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

17°) Equipement de la chaufferie

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

18°) Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

19°) Moyens de lutte contre l'incendie

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

TITRE 5

MODALITES D'APPLICATION

ARTICLE 1 - ECHEANCIER

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes :

Articles	Objet	Délais d'application
Article 7.1.2 chapitre I Titre 3	Remplacement des cuves enterrées simples paroi	Au plus tard au 31 décembre 2010
Articles 2.3 et 7.1.2 chapitre I Titre 3	Mise en conformité de l'aire de dépotage et installation d'un séparateur à hydrocarbures destiné à traiter les eaux issues de cette aire	Au plus tard le 31 décembre 2009
Article 3.2 du chapitre I du titre 3	Mise en place des dispositifs d'isolement sur les sorties EU du site	Au plus tard le 31 décembre 2008
Article 3.2 et 5.1 du chapitre I du titre 3	Mise en place du bassin d'orage et du séparateur à hydrocarbures traitant les eaux issues de ce bassin	Au plus tard le 31 décembre 2008

